



**Journées mondiales d'action de justice fiscale pour les droits des femmes
sous le thème « Pour un système fiscal féministe ».**

Note de cadrage

Les Journées mondiales d'action de justice fiscale pour les droits des femmes inscrites sous le thème "pour un système fiscal féministe" est une initiative de l'Alliance Mondiale pour la Justice Fiscale (Global Alliance for Tax Justice - GATJ), ses réseaux régionaux asiatique (Tax And Fiscal Justice Asia -TAFJA), africain (Tax Justice Network Africa - TJNA), européen (Tax Justice-Europe - TJE), latino-américain Red de Justicia Fiscal de América latina y el Caribe - RJFALC), et son réseau Nord-Américain : la coalition FACT (FACTCoalition) et les canadiens pour une fiscalité équitable (Canadians for Tax Fairness) ; en partenariat avec les membres du Groupe de travail sur la Fiscalité et le Genre du GATJ.

Contexte et justification

La pandémie de la Covid-19 a déclenché une crise à multiples dimensions, qui a des répercussions sans précédent, et dévastatrices, sur les vies et les moyens de subsistance dans le monde entier, et en particulier dans le Sud. Son impact n'est pas neutre en raison des inégalités préexistantes provoquées par le système économique néolibéral et patriarcal actuel, qui concentre le revenu, la richesse et le pouvoir entre les mains de l'élite riche, principalement dans le Nord. **La crise socio-économique déclenchée par la covid-19 a frappé les femmes les plus durement parce qu'elles constituent le plus effectif du travail non rémunéré, précaire, mal rémunéré et domestique.** La réponse déséquilibrée à cette crise réduit la possibilité pour tous de jouir de leurs droits humains. Les femmes victimes de discriminations multiples et croisées – y compris celles qui vivent dans la pauvreté ou qui sont marginalisées en raison de leur sexe, de leur race, de leur orientation sexuelle, de leurs capacités physiques, de leur origine ethnique, de leur revenu, de leur éducation, de leur nationalité ou de leur statut migratoire – continuent d'être les plus durement touchés par la crise.

Cette crise aggrave les inégalités structurelles préexistantes, telles que l'inégalité entre les sexes dans ses différentes manifestations. Par exemple, les [femmes constituent près de 70 % de la main-d'œuvre de la santé](#), ce qui les expose à un plus grand risque d'infection par la Covid-19, alors qu'elles sont souvent sous-payées et surchargées de travail. Dans le même temps, les femmes portent également la grande partie du fardeau domestique à cause des fermetures d'écoles et de garderies et des inégalités de longue date entre les sexes dans le travail de soins non rémunérés. Les femmes sont plus susceptibles de perdre leur emploi et leur revenu, et sont confrontées à des risques accrus de violence, d'exploitation, d'abus et de harcèlement en cette période de crise et de quarantaine. Pourtant, les mesures prises en réponse à la pandémie actuelle excluent les besoins des femmes et tournent autour de l'extension et de l'élargissement de l'assiette fiscale, de la réduction des taux d'imposition des sociétés et des différentes formes de renflouement qui sont justifiées comme étant des mesures clés pour maintenir l'économie en activité. Pour de nombreux pays, des mesures d'austérité et des coupes budgétaires sont de retour, ce qui réduit les ressources disponibles pour les services publics qui devraient être en place pour garantir les droits des femmes.

L'Alliance mondiale pour la justice fiscale (GATJ) estime que **les réponses politiques jusqu'à présent courent un grand risque d'être financées par la dette, axées sur les entreprises et demeurer insensibles aux dimensions sexospécifiques. Et ce, en ignorant les obligations en matière de droits de l'homme et la législation antidiscriminatoire en vertu de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF). Ils ne mettent pas l'accent sur la santé publique, la protection sociale et d'autres droits de l'homme dans la reconstruction de sociétés et d'économies justes et durables.** Même si les défis peuvent différer d'une région à l'autre, il existe des tendances clairement liées, en particulier en ce qui concerne les questions fiscales, telles que : la domination mondiale des institutions fiscales basées dans le Nord, dirigées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE); l'impunité des grandes entreprises dans les flux financiers illicites et de l'optimisation fiscale; les renflouements des entreprises pendant la crise déclenchée par la covid-19; et l'augmentation des recettes pour les réponses à la covid-19 par des moyens régressifs. Tout cela signifie que moins d'argent est disponible pour les dépenses publiques. Ces dernières sont pourtant vitales pour endiguer la vague d'inégalités croissantes et construire une économie plus fondée sur les droits et l'égalité entre les sexes.

Durant cette pandémie, des millions de personnes sont poussées dans l'extrême pauvreté et la faim – y compris une proportion disproportionnée de femmes. Or, de nombreuses sociétés et individus fortunés ont fait plus de profits et de richesses [durant cette même crise déclenchée par la pandémie](#). **Un système fiscal international tronqué continue de permettre à des structures et entités juridiques opaques de faciliter les flux financiers illicites et les abus fiscaux commis par l'élite riche et les multinationales, permettant l'extraction et la distribution de richesses et de biens entre les mains de quelques-uns.** Cela prive les gouvernements de ressources indispensables pour financer des services publics tels que la santé, l'éducation, la protection sociale et les infrastructures pour faire face aux impacts de la crise déclenchée par la covid-19.

Les politiques fiscales régressives et discriminatoires utilisées pour augmenter les recettes publiques continuent d'avoir des répercussions négatives sur les pauvres, en particulier les femmes. De plus, les soins non rémunérés et le travail domestique, effectués de manière disproportionnée par les femmes, continuent d'échapper à l'économie. Il incombe à l'État de fournir des services publics qui garantissent les droits des enfants, des personnes âgées, des personnes handicapées et des malades. Les lacunes existantes dans les systèmes de protection sociale insuffisants, qui excluent largement les travailleurs informels et les infrastructures de soins, ont accru le fardeau des soins pour les femmes, renforçant ainsi les normes patriarcales en matière de genre. Les femmes assument une plus grande part du travail supplémentaire de soins non-rémunérés pendant la pandémie, mais les solutions de politique publique n'ont pas progressé, laissant ces femmes confrontées à des insécurités économiques et submergées par les activités de soins et les préoccupations de sécurité sociale qui devraient être la responsabilité de l'État.

Aujourd'hui plus que jamais, il est urgent pour les gouvernements de mettre en œuvre des réformes structurelles qui soutiennent la justice redistributive, y compris des réformes égales et progressives des systèmes fiscaux. Les élites riches et les grands conglomérats d'entreprises doivent payer leur part d'impôts dans les juridictions où leurs bénéficiaires sont créés. C'est le moment opportun pour le mouvement pour la justice fiscale à travers le monde de faire la lumière sur les alternatives au modèle économique actuel qui permettraient aux approches féministes progressistes et aux programmes de justice fiscale de prospérer à différents niveaux – à l'échelle nationale, régionale et mondiale.

Les journées mondiales d'action (JMA)

Le GATJ, en collaboration avec ses réseaux et partenaires régionaux, organisera **la 5^e Journée mondiale d'action annuelle de justice fiscale pour les droits des femmes du 15 au 26 mars 2021** sous le thème « pour un système fiscal féministe ». Les éditions précédentes de la GDOA ont été révolutionnaires dans la mobilisation des militantes et militantes des droits des femmes pour la justice fiscale. La JMA de cette année est d'autant plus importante qu'elle se déroule pendant les crises mondiales déclenchées par la pandémie de la covid-19, soulignant l'urgence d'un système fiscal féministe, pour les femmes qui ont été les plus durement touchées par ces crises.

Le thème de la campagne fourni une direction unie pour guider et galvaniser l'action collective continue tout au long des jours d'action et au-delà. Par le biais de la JMA, nous chercherons à renforcer la solidarité non seulement entre les femmes, mais aussi entre les différents secteurs à travers le monde afin de faire avancer efficacement notre message commun à savoir, la nécessité d'une action urgente pour la justice fiscale et la justice de genre **MAINTENANT**. La JMA visera à faciliter le rapprochement de la justice fiscale mondiale et des mouvements et organisations de défense des droits des femmes pour susciter l'appel à **un système fiscal féministe dans la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles**. Cela se fera par le biais d'actions coordonnées à l'échelle mondiale qui montrent le pouvoir collectif des femmes d'atteindre une plus grande visibilité et un plus grand impact. La JMA sera également l'occasion de mettre en lumière les questions fiscales qui touchent les femmes ; intégrer la justice fiscale dans les luttes plus larges pour l'égalité des sexes et les droits des femmes; et rendre la justice fiscale plus pertinente en amplifiant la voix des personnes réelles.

La campagne s'organisera autour des dates clés suivantes:

- **Le 8 mars 2021**, Journée internationale de la femme (JIF) qui concentrera le pic d'activités ;
- **Les 15 et 26 mars 2021**, pour coïncider avec la 65^{ème} Session de la Commission des Nations Unies pour la condition de la femme (CSW);
- **Du 22 mars au 15 avril 2021**, durant lequel se tient le Forum virtuel de politique de la société civile (CSPF) du Fonds monétaire international (FMI) et **de la Banque mondiale (BM)**.

La CSW et le CSPF sont des opportunités et des espaces clés de plaidoyer stratégique pour engager et entamer un dialogue avec les décideurs politiques sur les questions fiscales touchant les femmes. En complément des actions nationales et régionales autour de la JIF, ces réunions fourniront une occasion cruciale de faire avancer notre appel uni aux gouvernements : maximiser les ressources disponibles grâce à une fiscalité juste et progressive pour financer des services publics et des systèmes de protection sociale adaptés au genre tout en assurant la participation égale des femmes à la prise de décisions – **y compris les décisions financières et économiques pour parvenir à l'égalité des sexes**.

La JIF est une journée mondiale célébrant les réalisations sociales, économiques, culturelles et politiques des femmes et exigeant les droits et l'égalité des femmes. Alors que l'ONU a choisi l'hashtag *#ChooseToChallenge* (choisir d'oser) pour le thème de cette année, nous soulignons que les femmes n'ont jamais cessé de contester et de résister aux injustices. La JIF elle-même est une victoire remportée par les luttes menées par les femmes (en particulier les travailleuses) dans le passé. Dans le monde d'aujourd'hui, alors que les femmes du monde entier luttent pour leur survie dans leur vie quotidienne, les femmes sont également engagées dans des luttes collectives qui construisent leur pouvoir pour lutter pour la justice de genre, la justice fiscale et la justice économique. En raison des restrictions de la covid-19, la JIF peut être célébrée dans la rue, ou non, selon les restrictions de distanciation sociale à l'échelle nationale. Toutefois, les actions collectives resteront vivantes, par exemple, par l'intermédiaire de la JMA, à mesure que les femmes trouveront des moyens créatifs de faire entendre leur voix – en ligne, dans les espaces publics (lorsque cela est permis) ou dans les espaces nationaux, régionaux et mondiaux de plaidoyer.

Nos objectifs :

1. Tendre la main et s'associer à des organisations de défense des droits des femmes pour exprimer une solidarité mondiale entre le mouvement pour la justice fiscale et le mouvement des femmes dans la lutte pour un système fiscal et économique **progressif** qui travaille pour toutes les femmes à surmonter les **crises déclenchées par la covid-19**.
2. Sensibiliser la population à la **justice fiscale comme essentielle à la réalisation des droits des femmes et à l'égalité des sexes**.
3. Mobiliser et renforcer le pouvoir des militants de la justice fiscale par des **actions coordonnées**, pour influencer les décideurs politiques à tous les niveaux à adopter des réformes des politiques et des pratiques **fiscales qui promeuvent l'égalité des sexes** et les droits des femmes.
4. Rappeler leurs obligations aux États ainsi que la responsabilité des institutions multilatérales de **mettre fin aux abus fiscaux et aux flux financiers illicites, ainsi qu'au devoir des multinationales et des élites riches de payer leur juste part d'impôts**.

Nos demandes :

Compte tenu des crises multidimensionnelles causées par la covid-19 et de la nécessité de les surmonter, nous exhortons les institutions multilatérales et les gouvernements nationaux à :

1. **Veiller à ce que les politiques fiscales et fiscales reconnaissent, représentent, réduisent et redistribuent le travail de soins non rémunérés**, y compris en élaborant des politiques nationales de travail en matière de soins.
2. **Réduire les charges fiscales injustes pour les femmes et adopter une fiscalité progressive, redistributive et égale entre les sexes** – y compris de nouvelles formes d'imposition du capital et de la richesse – combinée à une réduction de la dépendance à l'égard des taxes à la consommation.
3. **Supprimer les préjugés sexistes et la discrimination dans les politiques fiscales** afin de s'assurer que les recettes fiscales sont augmentées et dépensées de manière à promouvoir l'égalité des sexes.
4. **Assurer un financement adéquat des services sociaux adaptés aux différences entre les sexes qui promeuvent les droits des femmes et réduisent les inégalités, y compris par la budgétisation des sexes**.
5. **Mettre en place un organisme intergouvernemental et mondial des Nations Unies consacré à la fiscalité**, afin d'assurer l'égalité des droits fiscaux des États-nations et de mettre fin à toutes les formes d'abus fiscaux commis par les multinationales et les élites riches.

Coordination de la campagne :

- Les journées d'action seront organisées et coordonnées par le GATJ et dirigées par ses réseaux régionaux à travers le monde – *Tax Justice Network Africa (TJNA)*, *Tax and Fiscal Justice Asia (TAFJA)*, *Tax Justice Europe (TJ-E)*, *Red de Justicia Fiscal de América Latina y el Caribe (RJFALC)*, *FACT Coalition* et *Canadians for Tax Fairness* – en étroite collaboration avec des partenaires et le groupe de travail sur la fiscalité et le genre de la GATJ.
- Des appels réguliers seront organisés afin d'assurer une préparation et une mise en œuvre efficaces de la GDOA.

Pour participer aux Journées mondiales d'action, veuillez entrer en contact avec :

Alliance Mondiale pour la Justice Fiscale

Caroline Othim (caroline@globaltaxjustice.org)

Grazielle David (grazielle@globaltaxjustice.org)

Lays Ushirobira (lays@globaltaxjustice.org)

Tax Justice Network Africa

Farah Nguegan (fnguegan@taxjusticeafrica.net) ou

Chenai Mukumba (cmukumba@taxjusticeafrica.net) ou

Cynthia Umurungi (cumurungi@taxjusticeafrica.net).

Red de Justicia Fiscal de América Latina y el Caribe

Adrián Falco (adrianfalco@fundses.org.ar)

Tax and Fiscal Justice Asia

Mae Buenaventura (mae.buenaventura@gmail.com)

Jeannie Manipon at APMDD (aidajeannm@gmail.com)

Hoang Phuong Thao at ActionAid Vietnam (thao.hoangphuong@actionaid.org)

FACT Coalition

Erica Hanichak (ehanichak@thefactcoalition.org)

Canadians for Tax Fairness

Erika Beauchesne (erika.beauchesne@taxfairness.ca)

Tax Justice Europe

Olivia Lally (olally@eurodad.org)

Tove Maria Ryding (tryding@eurodad.org)